

Nouveaux effets de la mondialisation

Introduction à une sélection d'articles présentés au 66^e Congrès Annuel de l'AFSE

New Impacts of Globalization Introduction to a Selection of Papers Presented at the 66th Annual Congress of the French Economic Association

Flora Bellone*

Résumé – Ce dossier spécial « Nouveaux effets de la mondialisation » a été construit, en partenariat avec l'Association française de science économique (AFSE), à partir de contributions présentées lors de son 66^e congrès annuel qui s'est déroulé à Nice en juin 2017. Les 4 articles regroupés ici illustrent différents canaux par lesquels l'ouverture internationale d'un pays affecte sa richesse, son emploi, ou encore ses inégalités infranationales. Cette introduction rebondit sur ces travaux pour présenter certaines pistes de recherche actuelles concernant la modélisation et la quantification des effets de la mondialisation.

Abstract – This special thematic feature on “New impacts of globalization” was developed, in partnership with the French Economic Association (Association française de science économique, AFSE), from the contributions presented at its 66th annual congress which took place in Nice in June 2017. The four articles published here illustrate the different channels by which a country's international openness impacts its wealth, employment and subnational inequalities. This introduction builds on these works to present some recent avenues of research for modelling and quantifying the impacts of globalization.

Codes JEL/JEL Classification : F60, F34, F24, F16

Mots-clés : mondialisation, croissance, emploi, flux de capitaux

Keywords: globalization, growth, employment, capital flows

Rappel :

Les jugements et opinions exprimés par les auteurs n'engagent qu'eux mêmes, et non les institutions auxquelles ils appartiennent, ni a fortiori l'Insee.

* Université Côte d'Azur, CNRS, GREDEG et Sciences Po, OFCE (flora.bellone@unice.fr)

Reçu le 25 octobre 2018

Pour citer cet article : Bellone, F. (2018). New Impacts of Globalization : Introduction to a Selection of Papers Presented at the 66th Annual Congress of the French Economic Association. *Economie et Statistique / Economics and Statistics*, 503-504, 79–85. <https://doi.org/10.24187/ecostat.2018.503d.1958>

Il y a dix ans, la grande crise de 2008 mettait à jour les failles de certaines de nos théories économiques les mieux établies et initiait un renouvellement profond et fécond du débat scientifique sur les politiques de régulation macroéconomiques et financières¹. Aujourd'hui, c'est la remise en cause des accords de libre-échange, notamment par les États-Unis, et la menace de blocage de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), qui obligent à s'interroger sur les limites de nos théories face aux nouveaux défis que posent la mondialisation au XXI^e siècle.

Ce dossier spécial consacré aux « Nouveaux effets de la mondialisation » est le fruit d'un partenariat entre l'Association française de science économique (AFSE) et la revue *Economie et Statistique / Economics and Statistics*. Ce partenariat vise à publier une sélection d'articles présentés au Congrès annuel de l'AFSE, sur un thème particulièrement discuté lors de cette édition du congrès et choisi en accord entre l'association et la revue.

Lors du 66^e Congrès de l'AFSE qui s'est déroulé à Nice du 19 au 21 Juin 2017, sous l'égide du Groupe de Recherche en Droit, Économie et Gestion (GREDEG) de l'Université Côte d'Azur (UCA) et du CNRS, la question des nouveaux effets de la mondialisation s'est imposée d'abord par le nombre des communications abordant ce thème de manière directe ou indirecte. Sur les 300 contributions scientifiques présentées, une cinquantaine étaient directement liées à des questions d'économie internationale et de nombreuses autres, centrées sur des thèmes différents (économie du travail, économie bancaire et financière, économie industrielle, économie du développement et de la croissance, etc.), pointaient le contexte actuel de la mondialisation comme un des facteurs clés dans les mécanismes à l'étude.

Ce dossier regroupe une sélection de contributions mettant chacune en avant une dimension spécifique de ces nouveaux enjeux liés à la mondialisation. Les questions relatives à l'impact de la mondialisation sur les conditions d'emploi et de salaires dans les pays industrialisés sont d'abord traitées, puis on tourne le regard vers les pays émergents et en voie de développement pour se demander dans quelle mesure la globalisation financière crée de nouvelles opportunités de croissance mais aussi de nouvelles sources d'instabilité pour ces pays.

Le premier article, de **Philippe Frocrain et Pierre-Noël Giraud** pose plus précisément la sensible question de l'impact de la mondialisation sur l'emploi avec une application à l'économie française. Il s'agit de voir comment les nouvelles tendances combinées du progrès technologique et de la baisse des coûts de transports sont associées à une modification de la structure de l'emploi en France. Plus précisément, les auteurs appliquent la méthodologie de Jensen et Kletzer (2005) pour classer les secteurs d'activités, et les emplois correspondants, en secteurs exposés à la concurrence internationale et non exposés². L'article étudie l'évolution de ces deux types d'emplois en France sur la période 1999-2015, au niveau agrégé d'abord puis au niveau de chaque zone d'emploi. Il explore aussi comment la structure par qualification a évolué au sein de ces deux catégories d'emplois, et comment les salaires relatifs ont

1. Voir les contributions recensées une décennie après la crise dans de nombreux numéros spéciaux de revues consacrés au sujet (*Economie et Statistique / Economics and Statistics*, n° 494-495-496, 2017 ; *Revue de l'OFCE*, n° 153, 2017 ; *Journal of Economic Perspectives*, vol. 32, n° 3, 2018 ; *Oxford Review of Economic Policy*, vol. 34, n° 1-2, 2018) ou encore Saraceno (2017) pour une réflexion de fond sur l'évolution de la pensée en macroéconomie.

2. Les premiers regroupent l'ensemble des secteurs qui produisent des biens et des services échangés internationalement et dont les emplois sont donc en concurrence avec les emplois des mêmes secteurs dans d'autres pays. À l'inverse, les seconds regroupent les secteurs d'activités qui produisent des biens et des services très majoritairement consommés localement.

été impactés, notamment par les forts gains de productivité du travail réalisés dans les secteurs exposés sur la période.

Les résultats obtenus par Philippe Frocrain et Pierre-Noël Giraud sont extrêmement intéressants car ils vont à l'encontre de certaines idées reçues sur l'évolution de l'emploi en France. Par exemple, alors que l'on pourrait penser que les emplois dans les secteurs exposés progressent davantage que les emplois dans les secteurs abrités dans une économie de plus en plus internationalisée, c'est l'inverse qui est observé en France avec une forte décroissance des emplois exposés. En termes de dynamique des salaires, comparée entre les secteurs exposés et non exposés, là aussi les évolutions sont remarquables, notamment quand on les met en perspective avec les dynamiques de la productivité du travail.

Le rôle qu'ont pris, respectivement, l'ouverture commerciale et le progrès technologique dans ces dynamiques n'est pas analysé de manière causale dans l'article. Mais ce dernier invite à poursuivre cette analyse dans la lignée de travaux récents³. Il pousse également à s'interroger sur les transformations qui se profilent pour l'avenir sous l'impulsion des progrès en intelligence artificielle et du développement du télétravail et de la robotisation à distance. Ces deux tendances à venir de la révolution du numérique devraient en effet changer radicalement la frontière entre les biens et services exposés et abrités (Baldwin, 2016).

Le second article, de **Gilbert Cette, Jimmy Lopez et Jacques Mairesse**, s'intéresse aux effets des régulations du marché du travail, et plus précisément de la législation en matière de protection de l'emploi, sur les choix de combinaison des facteurs de production dans un contexte de mondialisation. L'analyse est réalisée sur données sectorielles en combinant les bases de données *STAN* de l'OCDE et *EU-KLEMS* qui ont l'intérêt de permettre de différencier de manière fine différentes catégories d'emplois en fonction de leur degré de qualification, et différentes catégories d'investissements, notamment les investissements en technologies de l'information et de la communication (TIC), et, pour la première fois dans cette littérature, les investissements en R&D. Le lien avec la thématique du dossier spécial provient du fait que les auteurs étudient dans quelle mesure le degré d'ouverture internationale d'une industrie est un facteur important, qui conditionne l'effet que l'on peut attendre de variations dans le degré de protection de l'emploi sur les choix organisationnels des entreprises en matière de substitution entre différentes catégories de capital et de travail. L'enjeu, pour les auteurs, est de savoir si le degré de protection de l'emploi a des effets plus sévères en termes de réduction des investissements en R&D et en TIC dans les secteurs plus ouverts à la concurrence internationale. De manière intéressante, les résultats obtenus ne vont que partiellement dans le sens attendu. D'un côté, les auteurs montrent qu'un fort degré de protection de l'emploi a tendance à réduire de manière significative les investissements en TIC dans les secteurs plus ouverts à l'international (alors que cet effet était non significatif pour les industries considérées dans leur ensemble). De l'autre, les auteurs ne trouvent pas d'effet de réduction plus sévère pour les investissements en R&D.

Sur le plan de la politique économique, l'objectif des auteurs est d'étayer la proposition selon laquelle, une forte flexibilisation des marchés du travail dans les pays de l'OCDE serait une mesure efficace pour dynamiser tout à la fois les investissements

3. Voir en particulier Autor et al. (2013), Acemoglu et al. (2016) pour les États-Unis, Eliasson et al. (2012) et Eliasson et Hansson (2016) pour la Suède, Malgouyres (2017) et Harrigan et al. (2016) pour la France, Keer et al. (2016) pour la Finlande.

en R&D et en TIC et l'emploi des travailleurs non qualifiés, et ce d'autant plus dans les secteurs fortement soumis à la concurrence internationale. Les résultats qu'ils obtiennent ne permettent pas de conforter pleinement ce point de vue. Néanmoins, ils indiquent que les réformes en matière de législation du marché du travail pourraient avoir des effets assez différenciés en fonction du degré d'ouverture des industries. Ici, plusieurs voies d'approfondissement de l'étude viennent à l'esprit. On pourrait, d'abord, vouloir différencier les industries en fonction non pas simplement d'un degré moyen d'ouverture, mais plutôt en fonction d'un degré d'exposition à la pénétration des importations et d'un degré d'exposition aux opportunités d'exportation. On aimerait aussi que ces indices puissent être construits au niveau de chaque industrie-pays plutôt que sur la base du seul référentiel de l'économie américaine, ceci afin de tenir compte des avantages/désavantages compétitifs spécifiques à chaque pays⁴. Une autre voie d'extension pourrait consister, à partir de données d'entreprises, à explorer si des entreprises plus ou moins internationalisées s'adaptent, de manière différente, aux contraintes législatives en matière de protection de l'emploi.

Les deux articles suivants de ce dossier sont consacrés aux pays émergents et en voie de développement. Pour ces pays, plus encore que pour les pays industrialisés, la mondialisation au XXI^e siècle présente des caractéristiques inédites porteuses de nouvelles opportunités et de nouveaux défis. Parmi les nouvelles opportunités, citons, en premier lieu, la facilitation des transferts internationaux de technologies induite par la révolution numérique (Baldwin, 2016). Parmi les plus grands défis, il y a la difficulté de transférer les règles de gouvernance qui sont complémentaires à la mise en œuvre de certaines technologies (Romer, 2010) et la forte vulnérabilité des économies émergentes aux mouvements internationaux de capitaux dans la nouvelle ère de globalisation financière (Ocampo & Stiglitz, 2008 ; Jeanne & Korinek, 2010 ; Butzen *et al.*, 2014 ; Blanchard *et al.*, 2017). Les deux articles présentés dans ce dossier, peuvent s'inscrire dans ce dernier champ de réflexion. Aucun d'eux ne traite, de manière globale, des enjeux relatifs aux flux internationaux de capitaux, mais chacun d'eux éclaire un aspect différent des nouvelles sources de financement qui s'offrent aux pays en voie de développement, dans la mondialisation du XXI^e siècle.

L'article d'**Imad El Hamma** étudie, d'abord, l'impact des transferts de fonds des migrants sur la croissance de pays en voie de développement. La croissance de ces flux est une des caractéristiques inédites de la phase actuelle de mondialisation. Ainsi les transferts de fonds de migrants sont devenus, pour certains pays, la première source de financement externe devant l'aide publique au développement et devant les flux d'investissements privés en provenance d'entreprises étrangères. L'auteur étudie ici le rôle de facteurs structurels, tels que le degré de développement financier et le niveau de qualité institutionnelle, qui conditionnent l'effet des transferts de revenus des migrants sur la croissance économique des pays bénéficiaires. L'analyse porte spécifiquement sur les pays de la zone MENA (zone du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord) pour lesquels l'auteur dispose de données de panel non-cylindré sur la période 1985-2015.

Cette étude s'inscrit dans une abondante littérature empirique sur les déterminants externes et internes de la croissance économique des pays moins développés. Dans cette littérature, l'impact des transferts de fonds de migrants a déjà fait l'objet d'une

4. Gilbert Cette, Jimmy Lopez et Jacques Mairese justifient leur choix de prendre pour référence les taux d'ouverture des industries américaines par rapport aux risques de biais d'endogénéité qui seraient liés à l'usage de mêmes mesures construites au niveau de chaque pays-industrie. Une voie intéressante d'extension consisterait à rechercher des stratégies d'estimation avec variables instrumentales permettant de limiter ces biais, sans perdre pour autant le bénéfice de mesures spécifiques à chaque industrie-pays.

attention forte et une revue de ces travaux antérieurs est proposée par l'auteur. La contribution d'Imad El Hamma tient à plusieurs points. D'abord, les recherches existantes n'avaient pas encore abordé le cas des pays de la zone MENA, s'étant pour l'essentiel concentrés sur le cas des pays d'Amérique latine et d'Afrique subsaharienne. Ensuite, les études antérieures n'avaient pas atteint de consensus, en particulier sur la question de savoir si les transferts de fonds de migrants jouaient un rôle de substitution ou au contraire de complémentarité vis-à-vis des sources de financements domestiques.

Enfin, dans le quatrième article, **Ramona Jimborean** s'intéresse aux facteurs qui expliquent la forte croissance, sur les deux dernières décennies, des prêts bancaires au secteur privé dans les pays émergents. Il s'agit d'évaluer les risques que fait peser cet endettement accru, dans le contexte actuel de ralentissement de la croissance dans les pays émergents et de resserrement de la politique monétaire américaine.

La contribution de l'article à la littérature provient d'une analyse qui considère tout à la fois des facteurs explicatifs domestiques et internationaux, alors que la littérature existante envisage ces deux types de déterminants de manière séparée. Cette analyse jointe est rendue possible par l'exploitation des statistiques consolidées des banques mises à disposition par la Banque des règlements internationaux (BRI) sur la période 1993-2014. Se trouve confirmé le fait que, dans les pays émergents, l'accroissement de l'endettement privé est associé à la demande de crédit, à l'appréciation du change réel, aux inflexions de politique monétaire, à la maîtrise des vulnérabilités macroéconomiques et à la solidité du système bancaire domestique. S'y ajoutent les facteurs globaux avec un impact négatif de la volatilité du marché financier global et un impact positif des taux directeurs de la banque centrale américaine. On aimerait que l'étude soit poursuivie pour appréhender la question des liens entre les déterminants de la croissance de l'endettement du secteur privé dans les pays émergents et le degré de vulnérabilité de ces économies. Nous manquons d'analyses théoriques et empiriques de ces liens, qui pourraient nous permettre de fournir de meilleures recommandations en termes de politiques fiscale et macro-prudentielle ainsi qu'en termes de coordination, au niveau international, des politiques menées dans chaque pays.

En conclusion, les articles regroupés dans ce dossier spécial illustrent différents canaux par lesquels l'ouverture internationale des pays peut affecter leur richesse, tant en termes de volatilité que de croissance à long terme, leur emploi, et leurs inégalités infranationales. Ils nous rappellent aussi que des mécanismes pensés dans des cadres d'économies relativement fermées peuvent induire des effets différents dans des contextes d'économies beaucoup plus ouvertes. Sur le plan de la politique économique, ils témoignent du fait que les économistes sont amenés à repenser l'ensemble de leurs champs d'actions au regard des nouveaux enjeux de la mondialisation, allant des politiques commerciales et d'intégration aux politiques macro-économiques et structurelles, en passant par les politiques industrielles et d'innovation.

De manière plus générale, le programme de recherche qui s'ouvre sur les nouveaux effets de la mondialisation devrait permettre de renouveler fortement nos enseignements en matière de gains à l'échange. Jusque-là, ces derniers se sont trop limités aux enseignements issus des théories statiques du commerce international et à ceux issus des théories macroéconomiques et financières orientées sur le court terme. Les avancées combinées de la théorie de la croissance endogène et des nouvelles théories du commerce international et de la localisation ont pourtant déjà montré que les effets à long terme d'une ouverture commerciale plus poussée pour une économie

donnée, pouvaient être non seulement forts mais également positifs ou négatifs⁵. Dans ces cadres d'analyse dynamique, les effets de l'intégration commerciale sur la croissance d'une économie donnée dépendent de nombreux facteurs dont 1) les avantages/désavantages technologiques initialement acquis par le pays, 2) la taille relative de ses partenaires commerciaux, 3) l'importance relative des coûts de transports et des coûts de transferts de connaissance, et enfin, 4) les degrés relatifs de mobilité intra-sectorielle, intersectorielle et internationale des ressources⁶. Dans l'ensemble, ces nouveaux modèles montrent que l'analyse des gains à l'échange doit être enrichie d'une meilleure prise en compte des forces d'agglomération et de dispersion de l'activité économique qui jouent à la fois au sein des pays et entre les pays et qui affectent directement la distribution de ces gains.

La littérature est pourtant encore loin d'avoir exploré l'ensemble des scénarios d'intérêt qui permettraient de mieux orienter les stratégies de compétitivité des pays en fonction de leurs contextes géographique, historique et institutionnel propres. Par ailleurs, les travaux qui traitent des effets de l'intégration commerciale des pays sont encore trop déconnectés de ceux qui traitent des effets de la globalisation financière. Enfin, sur la question de la régulation des flux internationaux, aussi bien réels que financiers, les grandes institutions économiques sont de plus en plus enclines à reconnaître qu'elles se doivent d'être résolument plus pro-actives dans leurs analyses et plus innovantes dans leurs préconisations⁷. Le défi est de disposer de meilleurs outils pour prévoir et quantifier les effets de changements dans les accords bilatéraux ou multilatéraux d'échange, non seulement sur les économies participantes mais aussi sur les économies tierces. Il s'agit aussi d'améliorer les indices de vulnérabilité des économies aux mouvements internationaux de capitaux. Enfin, il s'agit d'offrir aux pays de meilleurs outils pour établir leur propre diagnostic de compétitivité en fonction de leur position unique dans la géographie économique mondiale. □

BIBLIOGRAPHIE

Acemoglu, D., Autor, D., Dorn, D., Hanson, G. H. & Price, B. (2016). Import Competition and the Great US Employment Sag of the 2000s. *Journal of Labor Economics*, 34(S1), S141–S198.

<https://doi.org/10.1086/682384>

Autor, D., Dorn, D. & Hanson, G. H. (2013). The China syndrome: Local Labor Market Effects of Import Competition in the United States. *American Economic Review*, 103(6), 2121–2168.

<https://doi.org/10.1257/aer.103.6.2121>

Baldwin R., Martin P. & Ottaviano, G. (2001). Global Income Divergence, Trade, and Industrialization: The Geography of Growth Take-Offs, *Journal of Economic Growth*, 6(1), 5–37. <https://www.jstor.org/stable/40215903>

Baldwin, R. (2016). *The Great Convergence: Information Technology and the New Globalization*. Cambridge: Belknap Press of Harvard University Press.

5. On peut citer en particulier les scénarios de divergence avec spécialisations appauvrissantes explorées par Grossman et Helpman (1991, chapitre 8), Redding (1999), Baldwin, Martin et Ottaviano (2001), Bellone et Maupertuis (2003).

6. Voir Bellone et Chiappini (2016) pour une revue de cette littérature.

7. La prise de conscience des grandes institutions sur les nouveaux défis de la mondialisation peut être illustrée par la nouvelle stratégie en matière de commerce extérieur pour 2011-2021 préconisée par la Banque mondiale (Banque mondiale, 2011) ou encore par l'allocation du secrétaire général de l'OCDE en septembre 2017 fondée sur le rapport OCDE (2017).

Banque mondiale (2011). *Leveraging trade for Development and inclusive growth: the World Bank Group trade strategy, 2011-2021*. Washington, DC: World Bank.
<http://documents.worldbank.org/curated/en/246421468340181118/Leveraging-trade-for-development-and-inclusive-growth-the-World-Bank-Group-trade-strategy-2011-2021>

Bellone, F. & Maupertuis, M.-A (2003). Economic Integration and Regional Income Inequalities: The Competing Dynamics of Regional Wages and Innovation Costs, *Review of International Economics*, 11(3), 512–526.
<https://doi.org/10.1111/1467-9396.00399>

Bellone, F. & Chiappini, R. (2016). *La compétitivité des pays*. Paris : La Découverte.

Blanchard, O. J. Ostry, A. Gosh & M. Chamon (2017). Are Capital Inflows Expansionary or Contractionary? Theory, Policy Implications, and Some Evidence, *IMF Economic Review*, 65(3), 563–585.
<https://doi.org/10.1057/s41308-017-0039-z>

Butzen P., Deroose M. & Ide, S. (2014). Déséquilibres mondiaux et flux bruts de capitaux. Banque Nationale de Belgique, *Revue économique*, 43–64.
<https://www.nbb.be/fr/articles/desequilibres-mondiaux-et-flux-bruts-de-capitaux-1>

Economie et Statistique / Economics and Statistics (2017). *La crise : 10 ans après*, 494-495-496, Octobre 2017.
<https://www.insee.fr/fr/statistiques/3135098>

Eliasson, K. & Hansson, P. (2016). Are workers more vulnerable in tradable industries? *Review of World Economics*, 152(2), 283–320.
<https://doi.org/10.1007/s10290-016-0249-x>

Eliasson, K., Hansson, P. & Lindvert, M. (2012). Jobs and exposure to international trade within the service sector in Sweden. *The World Economy*, 35(5), 578–608.
<https://EconPapers.repec.org/RePEc:bla:worlde:v:35:y:2012:i:5:p:578-608>

Grossman, G. & Helpman, E. (1991). *Innovation and Growth in the Global Economy*. Cambridge MA and London UK: MIT Press.

Harrigan, J. A, Reshef, A. & Toubal, F. (2016). The March of the Techies: Technology, Trade, and Job Polarization in France, 1994-2007, *NBER Working Papers* 22110.
<https://www.nber.org/papers/w22110>

Jeanne, O. & Korinek, A. (2010). Excessive Volatility in Capital Flows: A Pigouvian Taxation Approach. *American Economic Review*, 100(2), 403–407.
<https://www.jstor.org/stable/27805028>

Journal of Economic Perspectives (2018). *Symposium: Macroeconomics a Decade after the Great Recession*, 32(3).
<https://www.aeaweb.org/issues/518>

Macmillan, M. & Rodrik, D. (2011). Globalization, structural change and economic growth. In: Bachetta M. & Jansen M. (Eds), *Making Globalization Socially Sustainable*, pp. 49–84. Genève : International Labor Organization and World Trade Organization.
https://www.wto.org/english/res_e/publications_e/glob_soc_sus_e.htm

Malgouyres, C. (2017). The Impact of Chinese Import Competition on the Local Structure of Employment and Wages: Evidence from France. *Journal of Regional Science*, 57(3), 411–441.
<https://ideas.repec.org/a/bla/jregsc/v57y2017i3p411-441.html>

Ocampo, J. A. & Stiglitz, J. E. (2008). *Capital Market Liberalization and Development*. Oxford: Oxford Economic Press.

OECD (2017). Making globalization work: Better lives for all. *OECD Key Issues Paper*.
<https://www.oecd.org/mcm/documents/C-MIN-2017-2-EN.pdf>

Oxford Review of Economic Policy (2018). *Rebuilding macroeconomic theory*, 34(1-2).
<https://academic.oup.com/oxrep/issue/34/1-2>

Pekkala Keer, S., Maczulskij, T. & Miliranta, M. (2016). Within and Between Firm Trends in Job Polarization: Role of Globalization and Technology, *ETLA Working Papers* 41.
<https://www.etla.fi/en/publications/within-and-between-firm-trends-in-job-polarization-role-of-globalization-and-technology/>

Redding, S. (1999). Dynamic Comparative Advantage and the Welfare Effects of Trade. *Oxford Economic Papers*, 51(1), 15–39.
<https://doi.org/10.1093/oeq/51.1.15>

Revue de l'OFCE (2017). *Où va l'économie ?* N° 153.
<https://www.cairn.info/revue-de-l-ofce-2017-4.htm>

Rodrik, D. (2013). Unconditional convergence in manufacturing. *The Quarterly Journal of Economics*, 128(1), 165–204.
<https://doi.org/10.1093/qje/qjs047>

Romer, P (2010). What Parts of Globalization Matter for Catch-Up Growth? *American Economic Review*, 100(2), 94–98.
<https://doi.org/10.1257/aer.100.2.94>

Saraceno, F. (2016). *L'économie à l'épreuve des faits. Comprendre les controverses du passé pour éclairer les défis de la société*. Paris : Revue Banque Éditions.